

LIGNES DIRECTRICES SUR LE TRAITEMENT D'UNE DEMANDE D'ACCOMMODEMENT POUR UN MOTIF RELIGIEUX

LES LIGNES DIRECTRICES PRÉSENTENT UNE DÉMARCHE D'ANALYSE PERMETTANT DE MIEUX ÉVALUER LES DEMANDES D'ACCOMMODEMENTS POUR UN MOTIF RELIGIEUX.

ÉTUDIÉE AU CAS PAR CAS, CHAQUE DEMANDE D'ACCOMMODEMENT DOIT SATISFAIRE LES CONDITIONS SUIVANTES POUR ÊTRE ACCEPTÉE.

QU'EST-CE QU'UN ACCOMMODEMENT POUR UN MOTIF RELIGIEUX?

Un accommodement, c'est la prise de mesures par un organisme pour éviter qu'une personne soit discriminée.

Il sert à prévenir ou à corriger une situation qui porte atteinte aux droits ou aux libertés d'une personne en raison de caractéristiques personnelles énumérées à la Charte des droits et libertés de la personne, telle la religion.

Un accommodement pour un motif religieux consiste, par exemple, à :

- planifier des repas en tenant compte d'un régime alimentaire particulier;
- donner accès à un endroit pour prier;
- accorder un congé pour une fête religieuse;
- permettre à une personne de recevoir un service à visage couvert.

Les lignes directrices présentées ici s'appliquent seulement pour les demandes d'accommodement fondées sur la religion, auprès des organismes visés par la Loi.

1 La demande résulte de l'application de l'article 10 de la Charte des droits et libertés de la personne.

Pour satisfaire cette condition, le demandeur doit démontrer :

- qu'il est traité différemment des autres usagers ou employés de l'organisme;
- que ce traitement différent est fondé sur sa religion;
- que ce traitement différent le prive d'une liberté ou d'un droit garanti par la Charte.

2 La demande est sérieuse.

Pour répondre à cette condition, la demande doit être fondée sur une conviction ou une pratique qui tire sa source d'une religion ou est en lien avec une religion.

Le demandeur doit croire sincèrement qu'il est obligé de se conformer à cette conviction ou cette pratique dans le cadre de sa foi. Ainsi, une demande frivole ne remplirait pas cette condition.

3 L'accommodement demandé respecte :

- a) le droit à l'égalité entre les femmes et les hommes;
- b) le droit de toute personne d'être traitée sans discrimination.

Pour satisfaire cette condition, l'accommodement doit notamment respecter le droit des autres usagers ou employés de l'organisme de ne pas subir de discrimination.

Ainsi, l'accommodement ne doit pas entraîner de discrimination qui serait fondée, par exemple, sur le sexe, la race, l'identité de genre, l'orientation sexuelle ou d'autres motifs interdits par la Charte.

4 L'accommodement demandé respecte le principe de la neutralité religieuse de l'État.

Pour respecter cette condition, l'accommodement doit faire en sorte que l'État demeure neutre, c'est-à-dire notamment qu'il laisse à chacun la liberté de croire ou de ne pas croire et qu'il ne favorise ni ne défavorise aucune croyance.

5 L'accommodement demandé est raisonnable.

Pour satisfaire cette condition, l'accommodement demandé ne doit pas imposer une contrainte excessive à l'organisme.

Pour évaluer cette condition, l'organisme doit tenir compte, entre autres :

- du respect des droits d'autrui;
- de la santé et de la sécurité des personnes;
- du bon fonctionnement de l'organisme et des coûts qui s'y rattachent.

Pour un organisme, une contrainte est excessive notamment si l'accommodement nuit, de façon importante :

- à sa prestation de services;
- à sa mission;
- à la qualité de ses services.

6 Le demandeur collabore à la recherche d'une solution satisfaisante et raisonnable.

Pour répondre à cette condition, le demandeur doit notamment :

- fournir à l'organisme les renseignements nécessaires au traitement de sa demande;
- faire des compromis pour limiter les contraintes que sa demande peut causer à l'organisme.

Lorsque la collaboration du demandeur est requise, son défaut de collaborer aura pour effet le rejet de sa demande.

WWW.JUSTICE.GOUV.QC.CA



CHAQUE DEMANDE D'ACCOMMODEMENT EST ÉTUDIÉE AU CAS PAR CAS EN FONCTION DU CONTEXTE AU MOMENT OÙ LA DEMANDE EST FORMULÉE.